

Convention collective

IDCC : 9112. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES
DE LA ZONE VITICOLE
(AUDE)**

(21 juillet 1998)

(Etendue par arrêté du 19 octobre 1998,
Journal officiel du 22 octobre 1998)

■ *Journal officiel* du 23 janvier 2010

**Arrêté du 13 janvier 2010 portant extension d'un avenant à la
convention collective de travail concernant les exploitations agri-
coles de la zone viticole du département de l'Aude (n° 9112)**

NOR : AGRS1001433A

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 19 octobre 1998 portant extension de la convention collec-
tive de travail du 21 juillet 1998 concernant les exploitations agricoles de la
zone viticole du département de l'Aude ;

Vu l'avenant du 8 juillet 2009 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 16 sep-
tembre 2009 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la
famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 25 du 8 juillet 2009 à la convention col-
lective de travail du 21 juillet 1998 concernant les exploitations agricoles de
la zone viticole du département de l'Aude sont rendues obligatoires pour
tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application
professionnel et territorial de ladite convention.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 janvier 2010.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des affaires financières,
sociales et logistiques,
F. DE LA GUÉRONNIÈRE

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/44, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7^e), au prix de 8,20 €.